

GK– 3.4 – TERMES DE REFERENCE : CONSULTANCE POUR LA FORMATION ET LA SENSIBILISATION DES JEUNES SUR LES DDH EN RCA

Consultance comprenant 1 mission à Bangui, République centrafricaine (RCA) (janvier 2025)

Date limite de dépôt des candidatures : le 15 novembre 2024 à 23h59

Entretiens : les 25-26 novembre 2024

Démarrage : le 3 décembre 2024

JUSTIFICATION

Dans le cadre d'un projet financé par l'Union européenne et mené en consortium avec Avocats sans frontières Belgique et URU, l'IFJD mène une activité visant à favoriser l'engagement de la jeunesse pour la défense des droits humains et la protection des défenseurs des droits humains (DDH). Les étudiants en droit de la Faculté des sciences juridique et politique de l'Université de Bangui sont au cœur de cette activité : ils pourront s'appuyer sur les connaissances déjà acquises concernant les droits humains et les renforcer pour, demain, prendre en charge la protection légale des DDH. Ils pourront également acquérir de nouvelles compétences en termes de plaidoyer et de sensibilisation.

Cette activité comprend la préparation et la facilitation d'un atelier de formation de 2 jours, destiné à 15 étudiants, visant à approfondir les informations reçues lors d'une sensibilisation préalable sur les DDH et à acquérir des techniques pour mener des sensibilisations et des actions de plaidoyer. Les acquis de cette formation seront ensuite mis en pratique au cours de 32 sensibilisations en direction de la jeunesse, menées par 4 binômes sélectionnés à l'issue de la formation.

Dans ce cadre, la consultance inclut **une mission à Bangui** pour la facilitation d'un atelier de formation de 2 jours, **les 15 et 16 janvier 2025**.

L'INSTITUT FRANCOPHONE POUR LA JUSTICE ET LA DEMOCRATIE

Créé en 2013, l'IFJD – Institut Louis Joinet est une ONG, dont l'objet est d'analyser, renforcer et mettre en œuvre les mécanismes liés aux processus de transition, vérité, justice et réconciliation. Il déploie ses activités en France et dans le monde. Il se distingue par l'expertise académique de ses

membres, mise au service de ses engagements et de la qualité de ses activités pédagogiques, scientifiques et opérationnelles.

Pour soutenir la **lutte contre l'impunité** des violations graves des droits humains, ainsi que pour favoriser, notamment à la suite d'une dictature, d'un conflit armé ou d'une crise politique aigüe, mais aussi dans le cadre du renforcement démocratique d'un Etat, l'émergence d'une **société pacifiée et réconciliée**, l'Institut est organisé autour de trois pôles d'activités complémentaires : la réflexion, la formation et l'action opérationnelle, dans le cadre d'une politique de **recherche-action**.

L'IFJD dispose d'une expérience solide en République Centrafricaine où il intervient depuis novembre 2015, avec une présence renforcée depuis 2017 et un bureau créé à Bangui en 2019. De par son expertise et son expérience sur le terrain, l'IFJD est implanté dans le secteur de la Justice, dont il connaît les enjeux, les défis et les acteurs. Il intervient par la mise en œuvre de plusieurs projets dont les activités sont orientées autour de quatre grandes thématiques :

- L'assistance directe et indirecte aux **victimes de violences sexuelles et basées sur le genre** par la prise en charge des victimes et par la formation des professionnels de la chaîne pénale d'aujourd'hui et de demain, la diffusion du droit et le soutien à la recherche
- L'assistance indirecte aux **populations autochtones**
- L'appui aux **DDH**
- L'appui à la **Justice transitionnelle**

OBJECTIF ET METHODOLOGIE

La consultance porte sur la **préparation et la facilitation de l'atelier de formation de 2 jours à destination de 15 étudiants et comprend :**

- o La rédaction d'un **rapport initial** sur 1) les techniques de facilitation de sensibilisations auprès des jeunes (12-20 ans) incluant des outils pratiques et 2) la formation de formateurs ;
- o La **préparation et la facilitation d'un atelier de 2 jours** permettant la formation de 15 étudiants sur les DDH, leurs activités, leur statut, leurs droits et leurs devoirs ainsi que sur les techniques de facilitation de sensibilisations auprès des jeunes. (L'IFJD fournira au ou à la consultante le rapport sur les DDH produit au cours d'une précédente activité) ;

- La **préparation de supports** permettant la mise en œuvre de sensibilisations sur les DDH auprès de la jeunesse de RCA par les jeunes eux-mêmes (pour une durée de 2 heures environ).

LIVRABLES

Avant la mission

1. Un rapport initial sur 1) les techniques de facilitation de sensibilisations auprès des jeunes (12-20 ans) incluant des outils pratiques, et 2) la formation de formateurs. Ce rapport respectera les normes académiques et éditoriales demandées par l'IFJD ;
2. Un agenda détaillé pour les 2 jours de l'atelier de formation de 15 étudiants, présentant brièvement les modules, la méthodologie et les travaux participatifs prévus ;
3. Les supports de l'atelier de formation des 15 étudiants (présentations PPT selon les normes éditoriales demandées par l'IFJD) ;
4. Une mallette pédagogique permettant la mise en œuvre de sensibilisations sur les DDH par les étudiants.

Après la mission

1. Un rapport de mission ;
2. Un rapport de formation.

CALENDRIER INDICATIF

La consultance démarrera le 3 décembre 2024.

L'atelier se tiendra les 15 et 16 janvier 2025.

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Toute la documentation relative à la mission reste la propriété exclusive du commanditaire, en l'occurrence l'IFJD dans le cadre du projet financé par l'Union européenne.

PROFIL DU OU DE LA CONSULTANT(E)

L'offre est ouverte aux consultant.e.s internationaux et centrafricains. Il est possible de candidater en équipe, 2 personnes au maximum participeront à l'atelier organisé à Bangui.

Pour mener à bien les tâches décrites dans ces termes de références, le ou la consultant(e) intéressé(e) doit présenter les qualifications suivantes :

- Expérience solide dans le secteur du droit international des droits humains ;
- Expérience solide en formation d'acteurs et d'actrices de la défense des droits humains, professionnelles ou non, notamment en Afrique subsaharienne ;
- Expérience solide en formation de formatrices et formateurs sur les droits humains, professionnelles ou non, notamment en Afrique subsaharienne ;
- Expérience solide en techniques de sensibilisation à destination des jeunes, notamment en Afrique subsaharienne ;
- Être disponible durant la réalisation du contrat et entièrement disponible durant la réalisation de la mission à Bangui ;
- Expérience dans la réalisation d'au moins 2 consultances similaires ;
- Engagement fort en faveur du renforcement des capacités des jeunes, des DDH et de la société civile, avec la volonté d'adopter une approche participative et consultative ;
- Avoir une bonne connaissance de l'histoire, de la culture et de l'environnement politique, socio-économique et juridique de la République centrafricaine est un atout majeur.

MODALITES DE SOUMISSION

1. Composition du dossier

Le dossier soumis comprend les pièces suivantes :

Documents administratifs :

- Une lettre de motivation dûment signée adressée à M. le Président de l'IFJD ;
- Une brève description des facteurs justifiant que le ou la candidate est la plus indiquée pour la mission ;
- Un CV ;
- Les copies des diplômes et autres attestations ;
- La copie de la carte d'identité nationale ;
- Les copies de tout autre document administratif jugé important.

Documents techniques :

- La compréhension des TDR, revue critique, recommandations et observations éventuelles ;
- Les précisions sur la méthodologie de travail préconisée, complétant ou précisant les présents termes de référence ;
- Un chronogramme prévisionnel des tâches pour la réalisation des différentes étapes de la prestation ;
- Des exemplaires de supports et formations antérieures similaires ;
- Une proposition financière, qui n'inclura ni les frais de la mission à Bangui (billet d'avion, per diem, transports locaux), ni les frais logistiques liées à l'organisation de l'atelier. L'IFJD prendra en charge l'ensemble de ces frais, ainsi que l'ensemble de l'organisation de l'atelier. La proposition financière intégrera donc uniquement les honoraires d'expertise, au coût maximum de 300€ TTC par journée de travail.

2. Evaluation des dossiers

Le dépouillement des dossiers de candidature sera réalisé par un comité de sélection interne, à la date limite de soumission. Les critères d'évaluation internes et les procédures de sélection de l'IFJD seront d'application.

L'évaluation de la proposition technique sera réalisée pour chaque dossier déposé.

Les critères d'évaluation seront les suivants :

| | |
|--------------------------------------|----------|
| Profil du candidat (dont expérience) | 2 points |
| Compréhension des TDR | 2 points |
| Méthodologie et chronogramme | 2 points |
| Proposition financière | 2 points |

Les candidats présélectionnés se verront proposer un entretien la semaine du 4 mars 2024.

3. Dépôts des soumissions

Le dossier complet sera envoyé par chaque candidat.e aux deux adresses électroniques suivantes : manon.lazcanotegui@ifjd.org et julia.bastard@ifjd.org

La mention suivante devra être clairement mentionnée en objet de l'email « Consultance_Gbou Kôkô_Activité 3.4 ».

L'ensemble des documents sera adressé au format PDF. Le titre de chaque fichier portera le nom du ou de la candidate. Le nom du ou de la candidate devra également apparaître en haut de chaque document fourni.

La date limite de soumission des candidatures est le vendredi 15 novembre 2024 à 23h59.

Préparé par :

Manon LAZCANOTEGUI et Julia BASTARD

Chargées de projet de l'IFJD



Approbation par :

Magalie BESSE

Directrice de l'IFJD

